

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 Grenoble

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS**

6 chemin de Savoyan  
38540 Heyrieux

Référence : 2025-Is012TN5

Code AIOT : 006102978

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2025 dans l'établissement FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS implanté 6 chemin de Savoyan à Heyrieux. L'inspection a été annoncée le 26/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. La dernière visite d'inspection sur ce site a été réalisée le 4 novembre 2020. Les activités du site sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°96-8464 du 13 décembre 1996, complété par l'arrêté préfectoral n°99-2477 du 1<sup>er</sup> avril 1999. Le site est soumis au régime de l'Enregistrement, mais bénéficie de la procédure d'Autorisation.

S'appliquent également arrêtés ministériels encadrant les rubriques pour lesquelles les activités du site sont classées, notamment la rubrique 1510 avec l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié, la rubrique 2925 avec l'arrêté ministériel du 29 mai 2000, et la rubrique 2910 avec l'arrêté du 3 août 2018, dans les modalités particulières d'application définies pour les installations existantes.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS
- 6 chemin de Savoyan, 38540 Heyrieux
- Code AIOT : 006102978
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS à Heyrieux comporte un unique bâtiment dédié à une activité logistique, pour des produits de type fournitures de bureau.

Environ 150 personnes travaillent sur le site, en 2/8 en horaires de jour. Le site est fermé la nuit.

La bâtiment a été construit en plusieurs phases ; la partie la plus ancienne étant un ancien local agricole dans lequel une activité logistique est exploitée depuis 1949. Le voisinage du bâtiment est résidentiel et agricole. La distance entre le bâtiment et les habitations voisines est de l'ordre de 20 mètres sur les façades Nord et Sud, et va jusqu'à moins de 10 mètres en façade Ouest.

L'exploitant indique qu'un projet de stockage automatisé est à l'étude, avec une automatisation de la zone de préparation et l'installation envisagée d'un stockage de type autostore.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de l'inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 01/04/1999, article 1.1	Demande d'action corrective	6 mois
2	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 13/12/1996, article 3.1.5 prescriptions applicables	Demande d'action corrective	6 mois
3	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'Annexe II	Demande d'action corrective	3 mois
4	Détection automatique incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12 de l'Annexe II	Demande d'action corrective :	
			<i>Levée réserves système sprinkler</i>	3 mois
			<i>Conformité N1 Détection zones mezzanines</i>	6 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie – Sprinkler	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 de l'Annexe II	Demande d'action corrective	6 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie – Extincteurs / RIA	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 de l'Annexe II et Annexe V	Demande d'action corrective	6 mois
7	Défense extérieure contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 de l'Annexe II Arrêté préfectoral n°99-2477 du 1 <sup>er</sup> avril 1999 – article 2.6.3.3.	Demande d'action corrective :	
			<i>Calcul D9</i>	1 mois
			<i>Stratégie de défense contre l'incendie</i>	6 mois
8	Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 01/04/1999, article 1.4 des prescriptions applicables	Demande d'action corrective	
			<i>Calcul volume de rétention</i>	1 mois
			<i>Stratégie de rétention</i>	6 mois
10	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23 de l'Annexe II	Demande d'action corrective	3 mois
11	Plan de défense incendie - Exercice	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 de l'Annexe II	Demande d'action corrective	3 mois
12	Charge d'accumulateurs	Arrêté Ministériel du 20/05/2000, article 2.4 de l'Annexe I Arrêté préfectoral n°96-8464 du 13/12/1996, article 3.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**La fiche de constat suivante ne fait pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Moyens de lutte contre l'incendie - Formation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 de l'Annexe II	Observation

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Il est attendu de la part de l'exploitant un positionnement et des justificatifs vis-à-vis de nombreuses prescriptions applicables. En premier lieu, une régularisation de la situation administrative du site est attendue, pour couvrir les modifications successives. Ensuite, la gestion du risque incendie sur le site n'est pas jugée satisfaisante ; de nombreux justificatifs sont attendus sur les moyens de lutte, la défense extérieure et sur l'organisation de l'intervention au travers du Plan de Défense Incendie.

L'inspection rappelle que plusieurs prescriptions réglementaires sont rendues applicables de façon rétroactive dans les modalités particulières d'application définies pour les installations existantes.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/1999, article 1.1		
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Activités du site		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
L'arrêté préfectoral initial du site, n°96-8464 du 13 décembre 1996, présente le tableau des activités suivant :		
Nature des activités	Rubrique	Classement
Entrepôts couverts de matières combustibles (67 000 m <sup>3</sup> – 3 500 t)	1510-1	A
Charge d'accumulateurs (33 kW)	2925	D
Une extension réalisée en 1999 a donné lieu à une mise à jour du tableau des activités du site par arrêté préfectoral n°99-2477 du 1 <sup>er</sup> avril 1999 :		
Nature des activités	Rubrique	Classement
Entrepôts couverts de matières combustibles (99 000 m <sup>3</sup> – 3 800 t)	1510-1	A
Charge d'accumulateurs (33 kW)	2925	D
L'exploitant a déposé le 8 avril 2003 un dossier de porter à connaissance, détaillant une augmentation des capacités avec une extension du bâtiment. Le nouveau tableau des activités déclaré par l'exploitant est alors le suivant :		
Nature des activités	Rubrique	Classement
Entrepôts couverts de matières combustibles (107 000 m <sup>3</sup> – 3 800 t)	1510-1	A
Stockage de papier, carton, bois (3 000 t)	1530-2	D
Installation de combustion (2,3 MW)	2910-A2	D
Compression d'air (74 kW)	2920-2b	D
Charge d'accumulateurs (90 kW)	2925	D
Cette modification a fait l'objet d'une instruction par les services de l'inspection, mais n'a pas donné lieu à l'établissement d'un arrêté préfectoral complémentaire.		
Par courrier du 7 mai 2013, l'exploitant confirme que les activités du site sont inchangées par rapport au dossier présenté en 2003 ayant fait l'objet du tableau des activités présenté ci-dessus.		
Par ailleurs, plusieurs évolutions réglementaires impactent le classement des activités du site :		
- la rubrique 1510 a été modifiée notamment par le décret n°2010-367 du 13 avril 2010 créant le régime de l'Enregistrement, puis par le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 ;		
- la rubrique 1530 a été modifiée notamment par le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 ;		
- la rubrique 2910 a été modifiée notamment par le décret n°2018-704 du 03 août 2018 ;		
- la rubrique 2920 a été supprimée par l'annexe I du Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 ;		
- la rubrique 2925 a été modifiée notamment par le Décret n°2019-1096 du 28 octobre 2019.		

**Constats :**

La présente fiche de constat a pour objet de faire un point sur la situation administrative du site.

La dernière visite d'inspection sur le site a eu lieu le 4 novembre 2020. A cette occasion, l'inspection a demandé à l'exploitant de se positionner au regard des différentes rubriques de la nomenclature s'appliquant à ses activités.

L'exploitant a répondu par courrier du 23 décembre 2020, communiquant un tableau des activités actualisé :

Nature des activités	Rubrique	Classement
Entrepôts couverts de matières combustibles (Volume de l'entrepôt 159 578 m <sup>3</sup> )	1510-1	E
Installation de combustion (1,337 MW – 4 chaudières)	2910-A2	DC
Charge d'accumulateurs (140 kW)	2925-1	D
Stockage d'aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. (Quantité totale susceptible d'être stockée : 2,5 tonnes)	4320-2	NC
Stockage de Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. (Quantité totale susceptible d'être stockée : Gel hydroalcoolique, 7 tonnes)	4331	NC
Emploi de gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone - Emploi dans des équipements clos en exploitation. - Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg Volume de fluide frigorigène : 15,1 kg	1185-2 a)	NC

Note : le stockage de bois, papier, carton est désormais pris en compte au titre de la rubrique 1510, faisant suite au décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020.

Dans ce même courrier, l'exploitant indique qu'un dossier de porter à connaissance des modifications notables du site sera déposé au premier trimestre 2021 avec l'ensemble des éléments d'appréciation. Des modifications dans l'orientation du projet ont amené l'exploitant à retarder la transmission du dossier. A date de l'inspection du 17/04/2025 ce dossier n'a pas encore été transmis.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur les volumes de classement de la rubrique 1510 vis à vis de la procédure de Cas par Cas de l'évaluation environnementale (Article R122-2 du Code de l'Environnement). Le dernier acte administratif du site autorise un volume d'entrepôt de 99 000m<sup>3</sup>. Une augmentation de plus de 50 000 m<sup>3</sup> (seuil de l'Enregistrement) implique une procédure de cas par cas.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de **se positionner sur les volumes d'activités** des différentes rubriques ICPE exploitées sur le site. Le cas échéant, il respecte la demande d'examen au cas par cas de la procédure d'évaluation environnementale.

**[Délai : 6 mois]**

Il est attendu de la part de l'exploitant la transmission d'un dossier de porter à connaissance, détaillant l'ensemble des modifications du site et de ses activités, depuis le dernier acte administratif en vigueur. Ce dossier devra comprendre **l'ensemble des plans et éléments d'appréciation permettant de statuer sur le caractère substantiel ou notable des modifications**. Il est également attendu un **examen de conformité vis-à-vis des prescriptions réglementaires applicables**.

**[Délai : 6 mois]**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois



## N° 2 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral n°96-8464 du 13/12/96, Article 3.1.5 Prescriptions applicables
<b>Thème(s) :</b> Risque accidentel, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'entrepôt sera divisé en <b>2 cellules</b> , isolées par des <b>parois coupe-feu de degré 1h</b> .  <b>Les portes seront coupe feu de degré 1 heure</b> et seront munies de <b>dispositifs de fermeture automatique</b> permettant l'ouverture de l'intérieur de l'entrepôt. Tout autre moyen d'isolement est admis s'il donne des garanties de sécurité au moins équivalentes.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne dispose pas de plan général du site permettant l'identification des recoupements et des performances coupe-feu des cellules ou zones de stockage sur le site. Le bâtiment, d'après les phases de constructions successives, comporte plus de 2 zones de stockage. Il est attendu de la part de l'exploitant un positionnement sur le nombre de cellules sur le site. Une cellule, au titre de l'arrêté ministériel relatif aux entrepôts couverts, étant une « partie d'un entrepôt compartimentée, séparée des cellules voisines par un dispositif au moins REI 120, et destinée au stockage ». D'après l'arrêté préfectoral du site, un degré coupe-feu 1h est attendu (REI 60).  Dans un courrier du 23/12/2020, en réponse à l'inspection du 04/11/2020, l'exploitant indique que l'entrepôt ne comporte pas de portes coupe-feu, et indique faire réaliser une étude technico-économique sur la possibilité de mise en place de portes coupe-feu séparatives 1h. L'étude et l'échéancier de travaux associé étaient attendus pour le 31 mars 2021. A date de l'inspection du 17/04/2025, ce dossier est toujours en cours.  <u>Voir constat n° 1 :</u> <i>Il est attendu de la part de l'exploitant la transmission d'un dossier de porter à connaissance, détaillant l'ensemble des modifications du site et de ses activités, depuis le dernier acte administratif en vigueur. Ce dossier devra comprendre l'ensemble des plans et éléments d'appréciation permettant à l'inspection de statuer sur le caractère substantiel ou notable des modifications. Il est également attendu un <b>examen de conformité vis-à-vis des prescriptions réglementaires applicables</b>.</i> <b>[Délai : 6 mois]</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Voir Constat n°1 - <b>[Délai : 6 mois]</b>

### N° 3 : État des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – Article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant <b>tient à jour un état des matières stockées</b> , y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : <b>1.</b> servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.  Pour les <b>matières dangereuses</b> , devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.  Cet état est <b>tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</b>  <b>2.</b> répondre aux besoins d'information de la population ; <b>un état sous format synthétique</b> permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est <b>tenu à disposition du préfet à cette fin.</b>  L'état des matières stockées est <b>mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.</b> Il est accompagné d'un <b>plan général des zones d'activités ou de stockage</b> utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.  <b>Pour les matières dangereuses</b> et les cellules de liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est <b>mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</b>  <b>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</b>

**Constats :**

Un état des stocks est tenu à jour par l'exploitant. Une extraction de la veille de l'inspection est présentée.

Cet état des stocks comporte la désignation de l'article, un « libellé univers » permettant de fournir une information vulgarisée, la rubrique ICPE associée, et les informations de stocks (quantité / dimensions / poids / volume).

Des produits dangereux sont stockés sur le site. Ce sont des produits de type aérosols.

Les fiches de donnée de sécurité sont disponibles et à jour.

**La rubrique ICPE 4XXX associée, et les mentions de dangers ne sont pas indiquées dans l'état des stocks.**

Le site comporte un stockage de petites piles. Ces piles sont explicitement identifiées dans l'état des stocks. Elles sont réparties dans les différentes zones de stockage.

La mise à jour de l'état des stocks est instantanée, via l'outil informatique de gestion du site.

Le serveur est localisé hors du site, garantissant un accès à tout moment, même en cas de perte d'utilité sur le site.

**L'état des stocks n'est pas accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage.**

Un recalage physique est effectué de manière tournante, garantissant que chaque référence est visée au moins annuellement.

Le dernier a été réalisé le 21 mars 2025, le justificatif est présenté lors de l'inspection. Il n'appelle pas de remarque particulière.

Une vérification par sondage a été réalisée lors de la visite pour vérifier la conformité entre état des stocks informatique et réalité sur site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- L'inspection demande à l'exploitant d'ajouter dans son état des stocks les mentions de dangers pouvant conduire au classement d'un produit sous une rubrique 4XXX.

**[Délai : 3 mois]**

- En complément, un plan général des zones d'activités ou de stockage doit être établi et joint à l'état des stocks.

**[Délai : 3 mois]**

**Observation :**

- L'exploitant s'assure auprès de son fournisseur de la tenue à jour des fiches de données de sécurité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 4 : Détection automatique incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – Article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection automatique incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La détection automatique d'incendie avec <b>transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages</b>. Cette détection actionne une <b>alarme perceptible en tout point du bâtiment</b> permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site [...].</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. <b>Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</b></p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie <b>tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage</b>.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les <b>documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu</b> pour les dispositifs de détection.</p>
<b>Constats :</b> <p>La détection incendie est assurée par le système d'extinction automatique à eau de type sprinkler, encadré par les référentiels APSAD et FM GLOBAL. Le système a initialement été mis en service en 1995.</p> <p>La justification de pertinence du dimensionnement est couverte par le certificat de conformité « N1 ». Pour le site FIDUCIAL à Heyrieux, ce document a été établi en 1999 avant la mise en place des mezzanines, et avant l'extension du bâtiment en 2003.</p> <p><b>Une remise à jour de ce certificat est nécessaire pour qu'il couvre l'ensemble du bâtiment, et justifie de la pertinence du dimensionnement retenu pour le rôle de détection.</b></p> <p>L'exploitant indique que système est contrôlé et entretenu périodiquement.</p> <p>Le dernier rapport de visite de vérification semestrielle (Q1) est présenté lors de l'inspection, il est daté du 19 décembre 2024. <b>Il comporte plusieurs remarques avec risque de mise en échec (voir détail au Constat n°5).</b></p> <p><b>Il est attendu de la part de l'exploitant la mise en place des actions nécessaires à la levée des réserves.</b></p> <p>Le dernier rapport de contrôle hebdomadaire est présenté lors de l'inspection, il est daté du 16 avril 2025 et comporte une seule observation concernant la pile d'un débitmètre à changer.</p> <p>Le site comporte plusieurs zones de mezzanines pour lesquelles la détection est assurée par le système sprinkler. <b>Ce point n'est pas conforme. Un système de détection dédié et adapté doit être prévu pour les cellules comportant au moins une mezzanine. Ce rôle ne peut pas être assuré par le système d'extinction automatique à eau dans ce cas.</b></p>

La détection déclenche une alarme. Le rapport de vérification de Siemens du 27 janvier 2025 est présenté, il ne comporte pas d'observation, mais la vérification de l'audibilité de l'alarme en tout point du bâtiment n'est pas explicitement mentionnée.

Dans les zones de charge, bureaux de quais, et locaux technique, la détection est également assurée par le système de sprinkler.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- Faire procéder à une **mise à jour du certificat de conformité N1**, afin qu'il couvre l'ensemble du bâtiment, et qu'il **justifie de la pertinence du dimensionnement** retenu pour le rôle de détection ;  
**[Délai : 6 mois]**

- **Mettre en place les actions nécessaires à la levée des réserves** relevées lors de la vérification semestrielle du système de sprinkler ;  
**[Délai : 3 mois]**

- Définir et mettre en place un **système de détection incendie dédié et adapté** pour les zones comportant des **mezzanines**. Ce système ne peut pas être le système d'extinction automatique.  
**[Délai : 6 mois]**

**Observation :**

L'exploitant se rapproche de son prestataire de maintenance du système d'alarme pour faire vérifier l'audibilité de l'alarme en tout point du bâtiment lors de la prochaine vérification périodique, et lui demande de l'expliciter dans le rapport.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois / 6 mois

## N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie – Sprinkler

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – Article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sprinkler
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont <b>conçus, installés et entretenus</b> régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est <b>qualifiée et vérifiée</b> par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que <b>l'installation est adaptée aux produits stockés</b> y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles <b>et à leurs conditions de stockage.</b>
<b>Constats :</b>  Le site est doté d'un système d'extinction automatique à eau de type sprinkler, encadré par les référentiels APSAD et FM GLOBAL. Le système a initialement été mis en service en 1995.  La justification de pertinence du dimensionnement est couverte par le certificat de conformité « N1 ». Pour le site FIDUCIAL à Heyrieux, ce document a été établi en 1999 avant la mise en place des mezzanines, et avant l'extension du bâtiment en 2003. <b>Une remise à jour de ce certificat est nécessaire pour qu'il couvre l'ensemble du bâtiment, et justifie que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.</b>  Le système est contrôlé et entretenu périodiquement.  Le dernier rapport de visite de vérification semestrielle (Q1) est présenté lors de l'inspection, il est daté du 19 décembre 2024. <b>Il comporte plusieurs remarques avec risque de mise en échec.</b> Ces remarques portent sur la surface des îlots de stockage, et la hauteur de stockage en racks, sans niveau de sprinkler intermédiaire. Le rapport indique que ces remarques ont été identifiées pour la première fois respectivement en novembre 2011 et en janvier 2021. Des remarques concernant des « non-conformités à lever au plus vite » sont également listées.  L'exploitant présente ensuite un rapport de travaux du 9 janvier 2025 portant sur le remplacement d'un relai dans l'armoire source, et sur le réglage d'une sonde de niveau.  Le dernier rapport de contrôle hebdomadaire est présenté lors de l'inspection, il est daté du 16 avril 2025 et comporte une observation concernant la pile d'un débitmètre à changer.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  - Faire procéder à une <b>mise à jour du certificat de conformité N1</b> , afin qu'il couvre l'ensemble du bâtiment, et qu'il justifie que <b>l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.</b> <b>[Délai : 6 mois]</b>  - <i>(Voir Fiche constat n°4) Mettre en place les actions nécessaires à la levée des réserves relevées lors de la vérification semestrielle du système de sprinkler ;</i>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – Article 13 ; Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extincteurs / RIA
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Annexe II – Article 13</b>  L'installation est dotée de <b>moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques</b> , notamment : [...] - <b>d'extincteurs</b> répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, <b>bien visibles et facilement accessibles</b> . Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de <b>robinets d'incendie armés</b> , situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;  <b>Annexe V - Dispositions applicables aux installations existantes soumises à enregistrement</b>  I. - Pour les entrepôts dont la <b>demande d'autorisation a été présentée avant le 1er juillet 2003</b> ou régulièrement mis en service avant le 1er janvier 2003, et sans préjudice des dispositions déjà applicables <b>seules les dispositions des points 1, 3.1, 3.5, 8, 9</b> sauf alinéas 7 à 9, 12, <b>13</b> , 14 alinéa 4,15 (sauf alinéa 2 et 4), 16, 19, 20, 21, 22, 24, 25 et 26 de <b>l'annexe II du présent arrêté sont applicables</b> en tenant compte des modalités particulières d'application définies au ii ci-dessous pour le point 12 et 13 de l'annexe II.  [...]  Modalités particulières d'application de certaines dispositions : [...]  13 - Les mots : « les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours). » ne sont pas applicables.
<b>Constats :</b>  Le site est doté de <b>156 extincteurs</b> . Le dernier rapport annuel de vérification/maintenance, du 09/09/2024, est présenté lors de l'inspection, il comporte des observations mineures sur quelques appareils à faire remplacer car ils ont plus de 10 ans.  Les dates de vérification ont été contrôlées par sondage sur les étiquettes des extincteurs pendant la visite.  Le site ne dispose d'aucun robinet d'incendie armé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- Faire procéder **au remplacement des extincteurs** identifiés par le prestataire de maintenance à l'occasion de sa visite annuelle.

**[Délai : 6 mois]**

- Doter le site de **robinets d'incendie armés**, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents.

**[Délai : 6 mois]**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 7 : Défense extérieure contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – Article 13

Arrêté préfectoral n°99-2477 du 1<sup>er</sup> avril 1999 – article 2.6.3.3.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Défense extérieure contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

**Arrêté Ministériel du 11/04/2017 modifié, Annexe II – Article 13 :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- **d'un ou de plusieurs points d'eau incendie**, tels que :

a- Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

b- Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les **prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur** pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est **à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie**.

[...]

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont **calculés conformément au document technique D9**.

[...] tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir de manière simultanée un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant deux heures.

L'exploitant **informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie**.

Arrêté préfectoral n°99-2477 du 1<sup>er</sup> avril 1999 : **Débit 320 m<sup>3</sup>/h. Le débit doit être assuré en fonctionnement simultané de tous les poteaux d'incendie nécessaires.**



**Constats :**

L'exploitant indique que la défense extérieure contre l'incendie du site est assurée avec les poteaux publics situés à proximité du site.

Des mesures de débits ont été réalisées sur ces poteaux. Le rapport est daté du 25 novembre 2024, et est présenté lors de l'inspection. Les poteaux étant tous sur le même réseau, plusieurs essais en simultané ont été réalisés pour identifier le meilleur binôme ou trinôme de poteaux. Le débit maximum obtenu est de 125 m<sup>3</sup>/h, avec deux poteaux, situés à environ 300 mètres de l'accès extérieur aux cellules.

L'exploitant indique qu'il étudie la possibilité de la mise en place d'une bâche au Nord-Est du site, sur une réserve foncière lui appartenant, et située de l'autre côté de la route.

**La situation du site vis-à-vis de la défense extérieure est non conforme.**

Par ailleurs, et d'après les déclarations concernant la situation administrative, le volume d'activité a significativement augmenté depuis l'arrêté préfectoral de 1999 et **le calcul du débit doit être remis à jour en conséquence.**

L'inspection invite l'exploitant à étudier les solutions de recoupement qui permettraient une diminution du débit à atteindre pour l'extinction.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- Procéder à une **mise à jour du calcul du débit requis** pour la défense extérieure contre l'incendie, tenant compte de l'augmentation des volumes d'activité du site depuis 1999 ; et étudier les solutions de recoupement qui permettraient une diminution du débit à atteindre pour l'extinction.

**[Délai : 1 mois]**

- Se positionner vis à vis d'une **stratégie de défense contre l'incendie**, avec le détail des points d'eau sous pression, la justification de leurs débits en simultané, de leur éloignement vis à vis des entrées des cellules, et avec le détail de l'apport en eau d'appoint type bâche le cas échéant.

*L'inspection informe l'exploitant qu'un avis du SDIS pourra être sollicité pour l'instruction de la proposition de stratégie de défense contre l'incendie.*

**[Délai : 6 mois]**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois / 6 mois

**N° 8 : Prévention du risque pollution par eaux extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral n°99-2477 du 1 <sup>er</sup> avril 1999, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention du risque pollution par eaux extinction
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une rétention permettant de contenir les eaux d'incendie sera réalisée. Sa capacité ne sera pas inférieure à <b>700m<sup>3</sup></b> .
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que la rétention des eaux d'extinction incendie est assurée par les quais et le bâtiment lui-même. Une étude de géomètre de 2016 présente la situation actuelle et indique qu'un volume de <b>500 m<sup>3</sup></b> peut être retenu dans le bâtiment. <b>A ce jour, la situation du site vis-à-vis de la rétention des eaux d'extinction n'est donc pas conforme.</b>  Une nouvelle étude présentée par l'exploitant fait état d'une possibilité de rétention de 711 m <sup>3</sup> avec l'inondation des quais et la mise en place d'équipements de type batardeau sur toutes les portes et portes de quai. L'inspection indique à l'exploitant que cette solution n'est pas à privilégier. L'État de l'art concernant la rétention incendie indique qu'en cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. Une solution alternative est à étudier.  Par ailleurs, et d'après les déclarations de situation administrative, le volume d'activité a significativement augmenté depuis l'arrêté préfectoral de 1999. Le calcul du débit doit ainsi être remis à jour (Voir Constat n°8), et en conséquence, <b>le volume à mettre en rétention doit également être remis à jour.</b> L'inspection invite l'exploitant à étudier les solutions de recoupement qui permettraient une diminution du débit à atteindre pour l'extinction, et en conséquence, le volume à mettre en rétention.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  - Procéder à une <b>mise à jour du calcul du volume à mettre en rétention</b> , tenant compte de l'augmentation des volumes d'activité du site depuis 1999 et du débit d'extinction recalculé. L'inspection invite l'exploitant à étudier les solutions de recoupement qui permettraient une diminution du débit à atteindre pour l'extinction, et en conséquence, le volume à mettre en rétention. <b>[Délai : 1 mois]</b>  - Se positionner vis à vis d'une <b>stratégie de rétention des eaux d'extinction</b> , avec le détail des volumes retenus par zone, précisant la hauteur d'eau dans chaque zone, et le cas échéant en détaillant les systèmes de confinement utilisés et leur mise en œuvre. <i>L'inspection informe l'exploitant qu'un avis du SDIS pourra être sollicité pour l'instruction de la proposition de stratégie de rétention des eaux d'extinction, afin de garantir que cette dernière ne vienne pas obstruer la progression d'une intervention.</i> <b>[Délai : 6 mois]</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois / 6 mois

## N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie - Formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – Article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie - Formation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, <b>reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre</b> et, s'ils y contribuent, sur la <b>mise en œuvre des moyens d'intervention</b> . Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b>  En interne, les collaborateurs bénéficient d'un process d'intégration avec une présentation des risques des installations. Ce process d'intégration est en cours de refonte.  Une trentaine de collaborateurs sont formés « Équipiers de Première intervention », l'exploitant présente les fiches de présence des deux dernières sessions de formation, de février et Mars 2025, concernant 15 personnes.  Pour les intervenants externes, un plan de prévention est observé et signé conjointement. Pour les chauffeurs, les consignes de sécurité sont affichées à l'accueil chauffeur.
<b>Observation :</b>  Les <b>nouveaux collaborateurs</b> doivent bénéficier d'une formation sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre.
<b>Type de suites proposées :</b> Observation

## N° 10 : Plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – Article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour tout entrepôt, un <b>plan de défense incendie</b> est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.  L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.  Le plan de défense incendie comprend : - le <b>schéma d'alarme et d'alerte</b> décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>l'organisation de la première intervention et de l'évacuation</b> face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>- les <b>modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées</b> y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 (Accessibilité) de la présente annexe ;</li> <li>- la <b>justification des compétences du personnel</b> susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>- les <b>plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu</b> ;</li> <li>- les <b>plans et documents</b> prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;</li> <li>- le <b>plan de situation</b> décrivant schématiquement <b>l'alimentation des différents points d'eau</b> ainsi que <b>l'emplacement des vannes de barrage</b> sur les canalisations, et les <b>modalités de mise en œuvre</b>, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule</li> <li>- la <b>description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique</b>, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>- s'il existe, les éléments de <b>démonstration de l'efficacité du dispositif</b> visé au point 28.1 (extinction automatique) de la présente annexe ;</li> <li>- la <b>description du fonctionnement opérationnel</b> du système d'extinction automatique, s'il existe ;</li> <li>- la <b>localisation des commandes des équipements de désenfumage</b> prévus au point 5 ;</li> <li>- la <b>localisation des interrupteurs centraux</b> prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;</li> <li>- les <b>dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques</b> ;</li> <li>- les mesures particulières prévues au point 22 (indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique - maintenance).</li> </ul> <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les <b>fiches de données de sécurité sont tenues à disposition</b> du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan opérationnel interne s'il existe.</p> <p><b>Il est tenu à jour.</b></p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour <b>sont transmis aux services d'incendie et de secours.</b></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site ne dispose pas à ce jour de plan de défense incendie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>- Établir un plan de défense contre l'incendie. [Délai : 3 mois]</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 11 : Plan de défense incendie – Exercice

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – Article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice de défense contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, <b>l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie</b> . Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.  Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classes et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.
<b>Constats :</b>  Un exercice d'évacuation est réalisé tous les 6 mois sur le site.  Aucun exercice de défense contre l'incendie n'a été réalisé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  - L'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie, à la suite de l'établissement du plan de défense incendie (voir constat n°10) <b>[Délai : 3 mois]</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 12 : Charge d'accumulateurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral n°96-8464 du 13/12/1996, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Charge d'accumulateurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Arrêté préfectoral n°96-8464 du 13/12/1996</b>  3.2 Charge D'accumulateur  1°) - Les espaces où sont chargées les batteries seront contenus dans un bâtiment construit en matériaux incombustibles, <b>non surmonté d'étage</b> . Leurs emplacements seront tels qu'ils ne commanderont aucun dégagement. 2°) - Les espaces seront très largement ventilés par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant dans le local. 3°) - La ventilation se fera de façon que le voisinage ne soit pas gêné ou incommodé par les émanations. 4°) - L'emplacement ne devra avoir aucune autre affectation. <b>En particulier, il est interdit d'y installer un dépôt de matières combustibles à moins de 5 m des batteries.</b>

- 5°) - Le sol sera imperméable et présentera une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation.
- 7°) - Les chariots seront garés hors des allées et accès, en dehors des heures de fonctionnement.

#### Constats :

La recharge des batteries est réalisée directement dans les cellules de stockage, dans quatre zones, deux grandes et deux petites.

Les performances au feu des locaux abritant l'installation de charge ne sont pas connues.

Des matières combustibles sont **stockées à moins de 5 mètres des zones de charge**, séparées par un simple bardage métallique de 2 mètres de haut.

Lors de la visite d'inspection, la présence d'une zone de stockage de palettes bois est constatée à moins de 5 mètres d'une petite zone de recharge. Une des palettes est posée sur une batterie en charge.

Les conditions de charge d'accumulateurs **ne sont pas conformes** à l'arrêté préfectoral n°96-8464 du 13/12/1996.

A titre informatif, l'article 17 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié indique « *La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz* ».

D'après l'Annexe V du même arrêté, cette prescription n'est pas applicable pour les entrepôts dont la **demande d'autorisation a été présentée avant le 1er juillet 2003** ou régulièrement mis en service avant le 1er janvier 2003.

#### Demande d'action corrective :

- Respecter les dispositions particulières relatives à la charge d'accumulateurs détaillées au point 3.2 de l'arrêté préfectoral n°96-8464 du 13/12/1996.
- Etudier la possibilité d'une gestion des opérations de charge telle que prescrite dans l'arrêté du 11 avril 2017.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois